

## **Politique migratoire belge et européenne en matière de droit d'asile et de droit au séjour : Quelles entraves aux droits humains et libertés fondamentales?**

Par Alexis DESWAEF, avocat au Barreau de Bruxelles, président d'honneur de la Ligue des Droits Humains Belgique ([www.liguedh.be](http://www.liguedh.be)) et co-président de la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés ([www.bxlrefugees.be](http://www.bxlrefugees.be)) a.deswaef@quartierdeslibertes.be

### **Les causes des migrations**

« Nous nous affligeons des effets mais continuons à adorer les causes. » (Bossuet, 1627-1704)

La réalité : entre l'envie de rester chez soi et le besoin de migrer qu'aucun mur n'arrêtera.

Les raisons de la fuite :

- guerre et répression, fabrique de (bons ?) réfugiés
- pauvreté et inégalités, fabrique de (mauvais ?) migrants
- catastrophes naturelles et réchauffement climatique, fabrique de futurs réfugiés climatiques

Quelle différence ? Motifs liés !

Petite leçon de modestie pour l'Europe :

- 85 % des réfugiés dans le sud
- l'Europe accueille moins de 10 % des réfugiés dans le monde

La responsabilité de l'Occident dans les causes de migrations : l'exemple de l'Arabie Saoudite (vente d'armes) et du Congo (pillages des ressources naturelles)

On ne peut accueillir toute la misère du monde ? La « misère du monde » relève aussi de notre responsabilité. Ne pas oublier la suite de la phrase « Un pays comme le nôtre doit en accueillir fidèlement sa part » (Michel Rocard, Premier ministre de la France 1988-1991)

La route migratoire : désert, Libye, Mer Méditerranée, les Balkans, l'Europe...

### **Les conséquences : la politique migratoire**

Les morts en Méditerranée (18.000 depuis 2015, plus de 35.000 les 15 dernières années) sont la conséquence de notre politique migratoire, la même menée depuis 30 ans.

La fermeture des frontières renforce le business des passeurs et la « guerre aux passeurs » devient la guerre aux migrants.

Les expulsions vers des dictatures.

L'enfermement des migrants, en ce compris des enfants.

Les refus de visas, que ce soit pour raison touristique, de visite familiale, de travail ou motif humanitaire.

Nos enfants nous jugeront...

*Constat* : montée de l'extrême droite qui gagne en Autriche, en Hongrie, en Italie... mais aussi en Belgique. Leurs terminologie (appel d'air, submersion, invasion, remplacement, ...) sont banalisés et repris partout.

*But* : supprimer l'asile en Europe, en refusant les demandes de visas humanitaires et en voulant interdire toute demande de protection après une entrée illégale en Europe.

*Souhait* : externaliser l'asile via des plateformes en mer et des hot-spots hors Europe (en Tunisie ?)

Cette politique migratoire viole les droits humains et entraîne une restriction des libertés fondamentales :

- délit de solidarité : perquisitions, arrestations et poursuites pénales contre des hébergeurs/hébergeuses de migrants
- violences policières et rafles (au Parc Maximilien et à la Gare du Nord à Bruxelles)
- réformes législatives autres (nationalité, regroupement familial, ...)

La concurrence entre Etats européens : se rendre le moins attractif possible pour le migrant.

La problématique des « transmigrants » et du Règlement Dublin.

## **Les alternatives**

Des voies d'accès sûres et légales, pour détruire l'économie des passeurs et respecter les droits humains des migrants

Eliminer toute forme de violence à l'égard des migrants, en particulier envers les femmes (traite des êtres humains, exploitation et travail au noir, marchands de sommeil, violences policières). Cette violence est aussi institutionnelle (confiscation du passeport, tests osseux, refus de soins, accès à la justice, refus de visa). Il faut leur rendre leur humanité.

Centre d'accueil et d'orientation.

Ouverture des frontières (ce qui ne veut pas dire suppression), avec la fin de l'enfermement (remplacer les centres fermés ou de rétention par des centres d'orientation), dépénaliser le séjour illégal, la possibilité de régulariser son séjour (plus d'un habitant sur 100 est sans-papiers en Belgique). Il faut transformer une « migration-ventouse » en circulation des personnes, avantageuse pour l'économie, par une ouverture du marché du travail. Il y a des exemples régionaux de liberté de circulation.

Le rôle des ambassades et de l'Agence Européenne de l'Asile doit être renforcé.

Le Règlement Dublin doit être réformé et il faut une vraie répartition des demandeurs d'asile entre les pays d'accueil.

Les politiques d'intégration doivent être renforcées.

Intervention sur les causes des migrations

**Conclusions : face aux gouvernements populistes, des citoyens solidaires** (expérience de la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés)